



Cahier des clauses administratives particulières n° 2018-06 du 16/10/2018

Pouvoir adjudicateur contractant :

Agence pour la mise en valeur des espaces urbains de la zone des cinquante pas géométriques de Martinique

12-14, avenue Louis Domergue

Immeuble Le Trident – Montgérald

97200 – Fort de France

Objet du marché :

Elaboration d'une cartographie des enjeux d'assainissement de l'espace littoral martiniquais

Sommaire

Article 1 - Objet du marché et dispositions générales.....	4
1.1 Objet du marché.....	4
1.2 Durée du marché.....	4
1.3 Pièces contractuelles.....	4
1.4 Forme des notifications et information.....	4
1.5 Résiliation.....	4
1.6 Modification du marché.....	5
1.7 Réalisation de prestations similaires.....	5
1.8 Arrêt de l'exécution des prestations.....	5
Article 2 - Qualification juridique du marché.....	5
2.1 Champ d'application.....	5
2.2 Règlement des litiges.....	5
Article 3 - Obligations générales des parties.....	6
3.1 Exécution générale du marché.....	6
3.1.1 Représentants des parties contractantes.....	6
3.1.2 Obligations du titulaire.....	6
3.1.2.1 Obligation de compétence.....	6
3.1.2.2 Obligation de résultat.....	6
3.2 Confidentialité.....	6
3.2.1 Obligation de confidentialité.....	6
3.2.2 Protection des données à caractère personnel.....	7
3.3 Responsabilité.....	7
3.4 Sous-traitance.....	7
3.5 Changements dans la situation du titulaire.....	8
3.6 Protection de la main d'œuvre et condition de travail.....	8
Article 4 - Modalités d'exécution du marché.....	8
4.1 Désignation des prestations.....	8
4.2 Délais d'exécution.....	8
4.3 Prolongation de délais, force majeure.....	9
4.4 Pénalités pour retard.....	9
4.5 Lieux et modalités de livraison des prestations.....	9
4.5.1 Modalités d'échanges lors de la prestation.....	9
4.5.2 Lieu de livraison le cas échéant.....	9
4.5.3 Sursis de livraison ou d'exécution.....	10
4.6 Opérations de vérification.....	10
4.7 Décisions après vérifications.....	10
4.7.1 Admission.....	10

4.7.2	<i>Ajournement</i>	10
4.7.3	<i>Rejet</i>	11
Article 5 -	Prix et règlement	11
5.1	Modalités de détermination des prix	11
5.1.1	<i>Contenu des prix</i>	11
5.1.2	<i>Prix de règlement</i>	11
5.2	Règlement	11
5.2.1	<i>Avance</i>	11
5.2.2	<i>Acomptes</i>	12
5.2.3	<i>Solde</i>	12
5.2.4	<i>Règlements en cas de cotraitants et/ou de sous-traitants ayant droit au paiement direct</i>	12
5.2.5	<i>Modalités de facturation</i>	12
5.2.6	<i>Acceptation de la demande de paiement</i>	14
5.2.7	<i>Modalités de règlement</i>	14
Article 6 -	Dispositions relatives aux droits de propriété intellectuelle	15
6.1	Dispositions générales.....	15
6.2	Régime des droits.....	15
6.3	Cession du droit de reproduction de l'image des réalisations résultant de l'étude	16
6.4	Cessions des droits de propriété intellectuelle dans le cas d'une sous-traitance.....	17
Article 7 -	Dérogation aux CCAG-PI	17

Article 1 - Objet du marché et dispositions générales

1.1 Objet du marché

Le présent marché, conclu en application de l'article 27 (procédure adaptée) du décret n° 2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics, a pour objet **la réalisation d'une cartographie des enjeux d'assainissement de l'espace littoral martiniquais**, au profit de l'Agence des cinquante pas géométriques de Martinique – (numéro de référence de la nomenclature CPV : 90492000-2 – Services de conseil en traitement des eaux usées).

Le marché se décompose en trois lots (un lot par communauté d'agglomération) :

- **Lot n° 1 : Réalisation de la cartographie sur le littoral de la CACEM**
- **Lot n° 2 : Réalisation d'une cartographie sur le littoral de CAP NORD**
- **Lot n° 3 : Réalisation d'une cartographie sur le littoral de l'ESPACE SUD**

Il s'agit d'un marché unique.

Les variantes ne sont pas autorisées dans ce marché.

1.2 Durée du marché

La durée de validité du marché est de trois (3) mois à compter de la notification du marché.

1.3 Pièces contractuelles

Conformément à l'article 4.1 du CCAG-PI, en cas de contradiction entre les stipulations des pièces contractuelles du marché, elles prévalent dans l'ordre ci-après :

- l'acte d'engagement du lot 1 ;
- l'acte d'engagement du lot 2 ;
- l'acte d'engagement du lot 3 ;
- le présent cahier des clauses administratives particulières n° 2018-06 commun aux trois lots, dénommé dans les documents du marché « CCAP » ;
- le cahier des clauses techniques particulières n° 2018-06 commun aux trois lots, dénommé dans les documents du marché « CCTP » et ses annexes ;
- le cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés publics de prestations intellectuelles, dénommé CCAG-PI, approuvé par arrêté du 16 septembre 2009, dans sa version en vigueur le 19/11/2018 ;
- la description de la solution technique retenue par le titulaire.

1.4 Forme des notifications et information

La notification au titulaire des décisions ou informations du pouvoir adjudicateur qui font courir un délai, est faite :

- soit directement au titulaire, ou à son représentant dûment qualifié, contre récépissé ;
- soit par échanges dématérialisés ou sur supports électroniques ;
- soit par tout autre moyen permettant d'attester la date de réception de la décision ou de l'information.

Cette notification peut être faite à l'adresse du titulaire mentionnée à l'acte d'engagement du marché ou, à défaut, à son siège social.

1.5 Résiliation

Il sera fait le cas échéant, application des articles 29 à 36 inclus du CCAG-PI, avec les précisions et compléments suivants :

- En cas de résiliation pour motif d'intérêt général par le pouvoir adjudicateur, le titulaire percevra à titre d'indemnisation une somme forfaitaire calculée en appliquant au montant initial hors TVA, diminué du montant hors TVA non révisé des prestations admises, un pourcentage égal à 5 %.
- **En complément de l'article 32 du CCAG-PI**, en cas de non production dans les 8 jours de l'acceptation d'une sous-traitance de second rang et plus présentée par le sous-traitant de rang 1 et plus de la caution personnelle et solidaire garantissant le paiement de toutes les sommes dues par eux au sous-traitant de second rang et plus, et après mise en demeure du sous-traitant de rang 1 et plus et du titulaire du marché, restée sans effet dans un délai fixé à 8 jours, le marché sera résilié aux torts du titulaire sans que celui-ci puisse prétendre à indemnité et, le cas échéant, avec exécution des prestations à ses frais et risques ;
- **Par dérogation aux articles 33 et 34.2.2.4 du CCAG-PI**, dans le cas d'un marché à tranches, ne seront pris en compte que les montants de la tranche ferme et des tranches optionnelles affermies.

1.6 Modification du marché

Toute modification aux dispositions du marché devra faire l'objet d'un accord écrit entre les deux parties, dans le respect des dispositions de l'article 139 du décret n° 2016-360.

1.7 Réalisation de prestations similaires

Conformément à l'article 30.I.7° du décret n° 2016-360, le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de confier au titulaire des marchés ayant pour objet la réalisation de prestations similaires à celles qui lui sont confiées au titre du présent marché public. A cet effet, une procédure négociée sans publicité ni mise en concurrence préalables sera engagée. La durée pendant laquelle ces nouveaux marchés publics pourront être conclus ne peut dépasser trois ans à compter de la notification du marché initial.

1.8 Arrêt de l'exécution des prestations

Conformément à l'article 20 du CCAG-PI, le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité d'arrêter l'exécution des prestations au terme de chacune des parties techniques sans indemnité.

Par dérogation à l'article 20 du CCAG-PI, dans le cas où l'arrêt de l'exécution de la prestation au terme d'une partie technique est temporaire, il n'entraîne pas la résiliation du marché. Dans les autres cas, l'arrêt emporte la résiliation du marché. La décision prise précise si l'arrêt est temporaire ou définitif.

Article 2 - Qualification juridique du marché

2.1 Champ d'application

Le présent marché est un marché public, passé selon les dispositions de l'article 27 du décret n° 2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics (procédure adaptée).

En application de la loi n° 94-665 du 4 août 1994 relative à l'emploi de la langue française, seules les correspondances et documents relatifs à l'exécution du marché rédigés en français sont valables au plan contractuel entre les parties.

2.2 Règlement des litiges

Le règlement amiable des litiges, qui pourraient intervenir lors de l'exécution du marché, sera effectué dans les conditions prévues par l'article 142 du décret n° 2016-360 du 25 mars 2016.

Dans le cas où une solution amiable et équitable ne pourrait être trouvée, le litige sera soumis à la juridiction administrative française territorialement compétente (tribunal administratif de Fort-de-France).

Article 3 - Obligations générales des parties

3.1 Exécution générale du marché

3.1.1 Représentants des parties contractantes

Le Directeur de l'Agence des cinquante pas géométriques, ou toute personne ayant reçu délégation de signature dans la limite de ses attributions, est seul habilité à traiter des questions liées à l'exécution administrative du marché.

Cependant, dans le cadre de l'exécution technique du marché, le pouvoir adjudicateur sera représenté par **un chargé d'opérations**, désigné comme le représentant technique du pouvoir adjudicateur. Le pilotage de la prestation technique sera effectué par le chargé d'opérations

De même, le titulaire désignera, dès la notification du marché, un représentant garantissant la permanence et l'unité de sa représentativité auprès de l'autre partie au marché, désigné ci-après comme le chef de projet pour piloter les prestations du marché.

3.1.2 Obligations du titulaire

3.1.2.1 Obligation de compétence

Toute personne intervenant au titre du prestataire ou de ses éventuels cotraitants se doit de maîtriser toutes les compétences techniques et la connaissance des dispositions réglementaires applicables à sa mission.

3.1.2.2 Obligation de résultat

Le titulaire assume la direction et la réalisation des prestations, objet du marché, et met en œuvre les moyens nécessaires à sa bonne exécution.

Le marché est assorti d'une obligation de résultat pendant toute sa durée d'exécution et, en sa qualité de professionnel, le titulaire est responsable de la bonne exécution des prestations ainsi que du personnel qu'il a engagé. Le titulaire s'oblige à :

- garantir des résultats conformes aux prestations attendues qui sont matérialisées dans le CCTP n° 2018-06 ;
- faire le nécessaire pour que le pouvoir adjudicateur et ses représentants bénéficient, en temps utile, des informations qui sont susceptibles de l'intéresser et, notamment, de signaler au pouvoir adjudicateur tous les éléments qui lui paraîtraient de nature à compromettre la bonne exécution du marché, à retarder ou à compromettre la livraison des prestations, ainsi que toute imprécision ou incohérence contenue dans les pièces du marché ;
- respecter les dispositions de qualité et de sécurité conformes à l'état de l'art ;
- effectuer ses prestations avec toute la diligence, la célérité, la réactivité et la discrétion qu'elles imposent.

3.2 Confidentialité

Le titulaire ne peut être autorisé à communiquer sur le marché, ses modalités et son exécution qu'après validation expresse formulée par le représentant du pouvoir adjudicateur par écrit.

En l'absence du respect de cette obligation de confidentialité, le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de mettre fin au marché sans préavis.

Aucune donnée relative aux entités bénéficiaires ne pourra être conservée par le titulaire, en dehors du cadre de la bonne exécution des marchés existants.

3.2.1 Obligation de confidentialité

Le titulaire et le pouvoir adjudicateur qui, à l'occasion de l'exécution du marché, ont connaissance d'informations ou reçoivent communication de documents ou d'éléments de toute nature, signalés comme présentant un caractère confidentiel et relatifs, notamment, aux moyens à mettre en œuvre pour son exécution, au fonctionnement des services du titulaire

ou du pouvoir adjudicateur, sont tenus de prendre toutes mesures nécessaires afin d'éviter que ces informations, documents ou éléments ne soient divulgués à un tiers qui n'a pas à en connaître. Une partie ne peut demander la confidentialité d'informations, de documents ou d'éléments qu'elle a elle-même rendus publics.

Le titulaire doit informer ses sous-traitants des obligations de confidentialité et des mesures de sécurité qui s'imposent à lui pour l'exécution du marché. Il doit s'assurer du respect de ces obligations par ses sous-traitants.

Ne sont pas couverts par cette obligation de confidentialité les informations, documents ou éléments déjà accessibles au public, au moment où ils sont portés à la connaissance des parties au marché.

3.2.2 Protection des données à caractère personnel

Chaque partie au marché est tenue au respect des règles relatives à la protection des données à caractère personnel, auxquelles elle a accès pour les besoins de l'exécution du marché.

En cas d'évolution de la législation sur la protection des données à caractère personnel en cours d'exécution du marché, les modifications éventuelles demandées par le pouvoir adjudicateur afin de se conformer aux règles nouvelles donnent lieu à la signature d'une modification du marché par les parties au marché.

Pour assurer cette protection, il incombe au pouvoir adjudicateur d'effectuer les déclarations et d'obtenir les autorisations administratives nécessaires à l'exécution des prestations prévues par le marché.

3.3 Responsabilité

Les dommages de toute nature causés au personnel ou aux bâtiments objets des diagnostics par le titulaire, du fait de l'exécution du marché, sont à la charge du titulaire.

Le titulaire garantit le pouvoir adjudicateur contre les sinistres ayant leur origine dans le matériel qu'il fournit ou dans les agissements de ses préposés et affectant les locaux où ce matériel est exploité, y compris contre le recours des voisins.

3.4 Sous-traitance

En cas de sous-traitance, le titulaire devra faire accepter le sous-traitant et agréer ses conditions de paiements conformément à la réglementation en vigueur.

A cet effet, il présentera le cadre d'acte spécial de sous-traitance annexé à l'acte d'engagement, dûment complété et signé en y joignant les pièces listées sur ce cadre d'acte spécial. En cours d'exécution du marché, le titulaire produira également l'exemplaire unique du marché ou le certificat de cessibilité ou une attestation ou mainlevée du bénéficiaire d'une cession ou nantissement de créances lorsque l'une ou l'autre aura été effectuée.

Après acceptation d'une sous-traitance de second rang et plus présentée par le sous-traitant de rang 1 et plus, ces derniers devront fournir, à défaut d'avoir obtenu du maître de l'ouvrage un accord sur une délégation de paiement, dans le délai de 8 jours de l'acceptation, une caution personnelle et solidaire garantissant le paiement de toutes les sommes dues par eux au sous-traitant de second rang et plus. La non production de cette caution emportera, dans les conditions définies à l'article 1.5 ci-dessus, résiliation du marché.

Les conditions de l'exercice de cette sous-traitance sont définies à l'article 3.6 du CCAG-PI. Notamment, le maître d'ouvrage notifiera à chaque sous-traitant concerné, la copie de l'acte spécial après signature.

3.5 Changements dans la situation du titulaire

Le titulaire est tenu de notifier sans délai au pouvoir adjudicateur les modifications survenant au cours de l'exécution du marché et qui se rapportent :

- aux personnes ayant le pouvoir de l'engager ;
- à la forme juridique sous laquelle il exerce son activité ;
- à sa raison sociale ou à sa dénomination ;
- à son adresse ou à son siège social ;
- à la domiciliation de ses paiements ;
- aux renseignements qu'il a fournis pour l'acceptation d'un sous-traitant et l'agrément de ses conditions de paiement ;
- et de façon générale, à toutes les modifications importantes de fonctionnement de l'entreprise pouvant influencer sur le déroulement du marché.

Le non-respect de ces dispositions par le titulaire entraînera la suspension du délai réglementaire de paiement.

3.6 Protection de la main d'œuvre et condition de travail

Le titulaire s'engage au respect des lois et règlements relatifs à la protection de la main d'œuvre et aux conditions de travail dans les conditions définies à l'article 6.1 du CCAG-PI.

Article 4 - Modalités d'exécution du marché

4.1 Désignation des prestations

Les prestations sont définies dans le cahier des clauses techniques particulières n° 2018-06 du 16/10/2018 et sont complétées par la description de la solution technique proposée par le titulaire.

Les prestations devront être conformes aux stipulations du marché ainsi qu'aux normes et spécifications techniques applicables et en vigueur à la date de ce dernier.

Le fait de ne pas énumérer la totalité des normes et règlements ne peut être pris pour argument d'ignorance par le titulaire, celui-ci étant réputé les connaître du seul fait de soumissionner et la contractualisation du marché valant engagement de s'y conformer.

De façon générale, le prestataire ne devra en aucun cas entretenir de lien de nature à porter atteinte à son impartialité et à son indépendance.

Le titulaire fournira les livrables suivants :

- le schéma directeur d'assainissement et le rapport d'état des lieux et perspectives ;
- le rapport d'enquêtes de terrain ;
- la cartographie des enjeux d'assainissement.

Tous les livrables définitifs seront transmis sur support informatique à l'Agence.

Les plans seront fournis au format Autocad (DXF ou DWG) et ARCGIS (shapefile (.shp)), les cartes au format ARCGIS (shapefile (.shp)) sous le système de projection Fort Desaix (IGNF:MART38UTM20); les autres documents au format word ou excel.

Les dossiers au format papier seront rendus en 4 exemplaires dont 1 reproductible.

Le règlement des prestations ne pourra intervenir qu'après vérification de la compatibilité des rendus avec le SIG de l'Agence.

4.2 Délais d'exécution

Le délai d'exécution de prestations est de trois (3) mois.

4.3 Prolongation de délais, force majeure

Lorsque le titulaire est dans l'impossibilité de respecter les délais d'exécution du fait du pouvoir adjudicateur ou du fait d'un événement ayant le caractère de force majeure, le pouvoir adjudicateur prolonge le délai d'exécution. Le délai ainsi prolongé a les mêmes effets que le délai contractuel.

Pour bénéficier de cette prolongation, le titulaire signale au pouvoir adjudicateur les causes faisant obstacle à l'exécution du marché dans le délai contractuel. Il dispose, à cet effet, d'un délai de quinze jours à compter de la date à laquelle ces causes sont apparues ou d'un délai courant jusqu'à la fin du marché, dans le cas où le marché arrive à échéance dans un délai inférieur à quinze jours. Il indique, par la même demande, au pouvoir adjudicateur la durée de la prolongation demandée.

Le pouvoir adjudicateur dispose d'un délai de quinze jours à compter de la date de réception de la demande du titulaire pour lui notifier sa décision, sous réserve que le marché n'arrive pas à son terme avant la fin de ce délai.

Aucune demande de prolongation du délai d'exécution ne peut être présentée après l'expiration du délai contractuel d'exécution de la prestation

4.4 Pénalités pour retard

Par dérogation aux dispositions de l'article 14 du CCAG-PI, sans qu'il soit procédé à une mise en demeure, tout retard dans l'exécution des prestations entraînera l'application d'une pénalité de retard par application de la formule suivante :

$$P = V \times R / 200$$

Dans laquelle :

P = le montant de la pénalité ;

V = la valeur des prestations sur laquelle est calculée la pénalité, cette valeur étant égale au montant en prix de base, hors variations de prix et hors du champ d'application de la TVA, de la partie des prestations en retard ou de l'ensemble des prestations, si le retard d'exécution d'une partie rend l'ensemble inutilisable ;

R = le nombre de jours de retard.

4.5 Lieux et modalités de livraison des prestations

4.5.1 Modalités d'échanges lors de la prestation

L'adresse électronique du représentant technique du pouvoir adjudicateur lors de l'exécution de la prestation sera précisée à la notification du marché.

Cette adresse électronique servira à l'ensemble des échanges nécessaires à l'exécution des prestations.

4.5.2 Lieu de livraison le cas échéant

Sauf exception, les prestations seront livrées et déchargées franco de port et d'emballage à l'attention de l'Agence des 50 pas géométriques – 12-14, avenue Louis Domergue - Immeuble Le Trident Montgérald – 97200 Fort-de-France et seront réceptionnées de 8h00 à 17h00 les jours ouvrables.

Toute modification de cette adresse s'effectuera par le biais d'une simple correspondance du pouvoir adjudicateur envoyée par tout moyen permettant de déterminer de façon certaine la date de sa réception.

Les fournitures éventuellement livrées par le titulaire doivent être accompagnées d'un bon de livraison ou d'un état, dressé distinctement pour chaque destinataire, et comportant notamment :

- la date d'expédition,
- la référence au marché,

- l'identification du titulaire,
- l'identification des fournitures livrées et, quand il y a lieu, leur répartition par colis.

Chaque colis doit porter de façon apparente son numéro d'ordre, tel qu'il figure sur le bon de livraison ou l'état. Il renferme l'inventaire de son contenu. La livraison des fournitures est constatée par la délivrance d'un récépissé au titulaire ou par la signature du bon de livraison ou de l'état, dont chaque partie conserve un exemplaire. En cas d'impossibilité de livrer, celle-ci doit être mentionnée sur l'un de ces documents.

4.5.3 *Sursis de livraison ou d'exécution*

Un sursis de livraison ou d'exécution peut être accordé par le pouvoir adjudicateur au titulaire lorsque, en dehors des cas prévus pour la prolongation du délai à l'article 4.4 du présent CCAP, une cause qui n'est pas de son fait met obstacle à la livraison dans le délai contractuel.

Le sursis de livraison ou d'exécution suspend pour un temps égal à sa durée l'application des pénalités pour retard.

Les formalités d'octroi du sursis de livraison sont les mêmes que celles de la prolongation de délai mentionnées à l'article 4.3 du présent CCAP. Aucun sursis de livraison ne peut être demandé par le titulaire pour des événements survenus après l'expiration du délai d'exécution du marché, éventuellement déjà prolongé.

Nota : Le non-respect des lieux et des conditions de livraison par le titulaire entraînera la suspension du délai global de paiement.

4.6 Opérations de vérification

Les prestations du marché sont soumises à des vérifications quantitatives et qualitatives, destinées à constater que les fournitures livrées et les prestations exécutées au titre de ce marché répondent aux stipulations du marché.

Les opérations de vérification seront réalisées par le représentant technique du pouvoir adjudicateur tel que défini à l'article 3.1.1 du présent CCAP.

Quels que soient les résultats des vérifications, les frais qu'elles entraînent sont à la charge du pouvoir adjudicateur pour les opérations qui, conformément aux stipulations du marché, doivent être exécutées dans ses propres locaux. Ils sont à la charge du titulaire dans les autres cas.

4.7 Décisions après vérifications

Dans un délai de quatre (4) semaines calendaires à compter de la livraison ou de la fin d'exécution des prestations, le représentant légal du pouvoir adjudicateur prend une décision de réception, d'ajournement ou de rejet.

Si le pouvoir adjudicateur du marché ne notifie pas sa décision dans le délai mentionné ci-dessus, les prestations sont considérées comme reçues, avec effet à compter de l'expiration du délai.

4.7.1 *Admission*

Le pouvoir adjudicateur prononce l'admission des prestations si celles-ci répondent aux stipulations du marché. La réception prend effet à la date de notification de la décision de réception au titulaire.

4.7.2 *Ajournement*

Si les opérations de vérification sont négatives, le représentant technique du pouvoir adjudicateur prendra une décision d'ajournement assortie d'un délai de correction maximum de quatre semaines calendaires au titulaire pour parfaire les prestations ; il est rappelé que ce délai ne justifie pas lui-même l'octroi d'une prolongation du délai contractuel d'exécution des prestations.

À l'issue de la livraison du livrable corrigé, le représentant technique du pouvoir adjudicateur dispose de nouveau d'un délai maximum de quatre semaines calendaires pour reprendre les opérations de vérification.

En cas de nouvel échec, soit la même procédure sera reconduite, soit le représentant légal du pouvoir adjudicateur prononcera directement le rejet des prestations.

4.7.3 Rejet

Lorsque le pouvoir adjudicateur estime que les prestations sont non conformes aux stipulations du marché et ne peuvent être admises en l'état, il en prononce le rejet partiel ou total.

La décision de rejet doit être motivée. Elle ne peut être prise qu'après que le titulaire a été mis à même de présenter ses observations.

En cas de rejet, le titulaire est tenu, sauf décision contraire, d'exécuter à nouveau la prestation prévue par le marché.

Article 5 - Prix et règlement

5.1 Modalités de détermination des prix

5.1.1 Contenu des prix

Les prix du marché sont établis en considérant comme incluses outre les sujétions définies à l'article 10.1.3 du CCAG-PI, les contraintes normalement prévisibles pour l'exécution des prestations, objet du marché, notamment, réunions techniques, visites, comités de pilotage.

Le prix du marché inclut la rémunération forfaitaire du titulaire au titre de la cession des droits de propriété intellectuelle.

En complément de l'article 10.1.3 du CCAG-PI, les précisions suivantes sont apportées en matière de contenu des prix dans le cadre de marchés conclus en groupement :

- en cas de cotraitance conjointe ou solidaire, les prix du marché sont réputés comprendre toutes les dépenses résultant de l'exécution des prestations de coordination et contrôle effectuées par le mandataire, y compris les frais généraux, impôts, taxes ou autre, la marge pour risque et bénéfice ainsi que tous les frais consécutifs aux mesures propres à pallier d'éventuelles défaillances des membres du groupement et les conséquences de ces défaillances ;
- en cas de sous-traitance les prix du marché sont réputés couvrir les frais de coordination et de contrôle par le titulaire des prestations confiées à ce sous-traitant, ainsi que les conséquences de ses défaillances.

5.1.2 Prix de règlement

Le prix est indiqué dans l'acte d'engagement du marché, **il est forfaitaire, ferme et non actualisable.**

Il est établi hors taxes et est majoré du taux de TVA en vigueur à la date de facturation des prestations. Il est réputé établi aux conditions économiques du mois de la date de signature de l'acte d'engagement par le titulaire, appelé mois "zéro".

5.2 Règlement

Le pouvoir adjudicateur se libérera des sommes dues au titre du marché selon les règles de la comptabilité publique dans les conditions fixées par les articles suivants.

Le règlement des prestations ne pourra intervenir qu'après vérification de la compatibilité des livrables avec le SIG de l'Agence.

5.2.1 Avance

Aucune avance ne sera versée dans le cadre du présent marché.

5.2.2 Acomptes

Il sera procédé au versement d'acomptes mensuels sur constatation du service fait. Le procès-verbal de service fait constatera la réalisation des prestations le mois précédent par le titulaire.

5.2.3 Solde

Le règlement du solde du marché s'effectuera après la décision définitive d'admission des prestations prononcée par le représentant légal du pouvoir adjudicateur conformément aux dispositions de l'article 4.7 du présent CCAP.

Le pouvoir adjudicateur se réserve le droit de compléter ou de rectifier la demande de paiement et le décompte pour solde qui comporteraient des erreurs ou seraient incomplets. Dans ce cas, il doit notifier au titulaire la demande de paiement rectifiée.

Si, après avoir été mis en demeure de le faire, le titulaire du marché ne produit pas sa demande de paiement dans un délai de 45 jours courant à compter de l'admission des prestations, le pouvoir adjudicateur peut procéder d'office à la liquidation, sur la base d'un décompte établi par ses soins. Ce décompte est notifié au titulaire.

5.2.4 Règlements en cas de cotraitants et/ou de sous-traitants ayant droit au paiement direct

Les paiements sont répartis entre le titulaire, les cotraitants ou sous-traitants payés directement comme indiqué dans l'acte d'engagement et son annexe en cas de besoin.

En cas de cotraitance, seul le mandataire du groupement est habilité à présenter les demandes de paiement.

En cas de groupement solidaire, il sera procédé à un règlement séparé de chacun des cotraitants, si la répartition des paiements est identifiée à l'article B2 de l'acte d'engagement. Le mandataire du groupement indique dans chaque demande de paiement qu'il transmet au maître d'ouvrage, la répartition des paiements pour chacun des cotraitants. L'acceptation d'un règlement à chacun des cotraitants solidaires ne saurait remettre en cause la solidarité des cotraitants.

Les règlements des sous-traitants ayant droit au paiement direct s'effectueront dans les conditions prévues par l'article 8 de la loi du 31 décembre 1975 et l'article 136 du décret du 25 mars 2016.

En complément de l'article 11.4.1 du CCAG PI, le titulaire transmet avec sa demande de paiement la copie des factures des sous-traitants acceptées, complétées ou rectifiées par lui.

Le paiement des factures du sous-traitant sera effectué par le pouvoir adjudicateur sur la base de l'acceptation totale ou partielle des factures du sous-traitant par le titulaire.

En l'absence de notification au pouvoir adjudicateur par le titulaire, dans les 15 jours de la demande de paiement adressée par le sous-traitant au titulaire, de son refus total ou partiel de la facture du sous-traitant, le pouvoir adjudicateur procèdera au paiement des factures sur la base de la demande qui lui aura été adressée par le sous-traitant dans les conditions de l'article 136 du décret.

Ces dispositions sont applicables aux demandes de paiement en cours de marché et pour solde du contrat de sous-traitance.

5.2.5 Modalités de facturation

Le paiement est effectué **sur facture à terme échu** émise par le titulaire et après la certification du service fait par le pouvoir adjudicateur.

Les factures comportent, outre les mentions légales, les indications suivantes :

- Le numéro du marché ;
- La date et le numéro de la facture ;
- La dénomination sociale et l'adresse du titulaire ;

- Le numéro de SIREN ou de SIRET ;
- Les références du compte bancaire mentionné sur l'acte d'engagement ;
- Le détail des prestations exécutées ;
- Le détail des prix, forfaitaires ou unitaires ;
- Le montant HT et TTC ;
- Le taux et le montant de TVA.

1) **Transmission par courrier**

Les factures sont expédiées en un exemplaire original à l'adresse suivante :

Agence des cinquante pas géométriques de Martinique
12-14, avenue Louis Domergue
Immeuble Le Trident – Montgérald
97200 Fort-de-France

Une copie de la facture pourra également être transmise par courriel à l'adresse suivante :

contact@50pas972.com

2) **Transmission électronique**

Conformément à la loi de Modernisation de l'Economie (LME) n°2008-776 du 4 août 2008, la personne publique accepte les factures émises sous forme dématérialisée. Les factures comprennent :

- Les mentions obligatoires devant figurer sur les factures conformément à l'article 242 nonies A de l'annexe II du code général des impôts ;
- Le numéro d'identification du service en charge de l'exécution du paiement ;
- En cas de marché à bons de commande, le numéro du bon de commande.

Pour être valables, les factures dématérialisées doivent être transmises en conformité avec l'arrêté du 9 décembre 2016 relatif au développement de la facturation électronique.

La transmission des factures s'effectue selon l'une des deux procédures autorisées suivantes :

- 1) Adresser ses factures au concentrateur par EDI :
 - a. En les adressant directement au concentrateur de factures de la personne publique ;
 - b. En demandant à un opérateur de dématérialisation de son choix une prestation de dématérialisation de ses factures, charge à cet opérateur de se raccorder au concentrateur et de transmettre les factures à ce dernier.
- 2) Utiliser le portail Chorus Factures accessible par internet à l'URL : <https://chorus-pro.gouv.fr>:
 - a. En déposant ses factures ;
 - b. En saisissant en ligne ses factures sur le portail.

Préalables techniques et réglementaires : pour connaître les conditions techniques (guide utilisateurs du portail, kit de raccordement technique et spécifications du format normalisé d'échange) et réglementaires dans lesquelles s'opère la dématérialisation des factures, le titulaire est invité à consulter le portail internet à l'adresse ci-dessous : <https://chorus-pro.gouv.fr> ; rubriques « aide » ou « en savoir plus ». Pour tout renseignement, le titulaire pourra se diriger vers la rubrique « nous contacter ».

Afin de garantir l'intégrité et la pérennité de leur contenu, les factures doivent respecter le formalisme préconisé par l'article 25 de la loi sur la modernisation de l'économie.

5.2.6 *Acceptation de la demande de paiement*

Le pouvoir adjudicateur accepte ou rectifie la demande de paiement. Il la complète, éventuellement, en faisant apparaître les avances à rembourser, les primes et les réfections imposées.

Il arrête le montant de la somme à régler et, s'il est différent du montant figurant dans la demande de paiement, il le notifie ainsi arrêté au titulaire.

En cas de contestation sur le montant des sommes dues, le pouvoir adjudicateur règle les sommes qu'il a admises. Après résolution du désaccord, il procède, le cas échéant, au paiement d'un complément, majoré, s'il y a lieu, des intérêts moratoires, courant à compter de la date de la demande présentée par le titulaire.

5.2.7 *Modalités de règlement*

Aucun paiement n'est exigible tant que la procédure de vérification permettant de certifier la conformité des fournitures ou des services prévue aux articles 4.6 et 4.7 du présent CCAP n'est pas achevée.

Le délai de paiement est fixé à trente (30) jours à compter de :

- la date de notification du marché pour l'avance éventuelle,
- la date d'acceptation des vérifications des prestations et de réception des justificatifs pour les acomptes ou, pour le solde, la date à laquelle l'admission des prestations a été prononcée par le représentant légal du pouvoir adjudicateur lorsqu'elle est postérieure à la date de réception de la demande de paiement ;
- la date de réception de la demande de paiement accompagnée des justificatifs nécessaires pour les acomptes, si elle est postérieure ou égale à la date d'acceptation des vérifications des prestations pour les acomptes ou la date d'admission des prestations pour le solde prononcée par le représentant légal du pouvoir adjudicateur.

Le délai de paiement ne peut être suspendu qu'une fois par le pouvoir adjudicateur, s'il constate que la demande de paiement ne comporte pas l'ensemble des pièces et des mentions prévues par la loi ou par le marché ou que celles-ci sont erronées ou incohérentes.

La suspension du délai de paiement fait l'objet d'une notification au titulaire par tout moyen permettant d'attester une date certaine de réception. Cette notification précise les raisons imputables au titulaire qui s'opposent au paiement, ainsi que les pièces à fournir ou à compléter.

À compter de la réception de la totalité de ces éléments, un nouveau délai de paiement est ouvert. Il est de trente jours ou égal au solde restant à courir à la date de réception de la notification de la suspension si ce solde est supérieur à trente jours.

Dans la mesure où le titulaire a rempli ses obligations contractuelles et légales, lorsque les sommes dues en principal ne sont pas mises en paiement à l'expiration du délai de paiement, à moins qu'il soit responsable du retard, le titulaire a droit, sans qu'il ait à les demander, au versement d'intérêts moratoires et d'une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement.

Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

Les intérêts moratoires courent à compter du jour suivant l'échéance à l'expiration du délai de paiement jusqu'à la date de mise en paiement du principal incluse.

Le montant de l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement est fixé à 40 euros.

Les intérêts moratoires et l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement sont payés dans un délai de quarante-cinq jours suivant la mise en paiement du principal.

Article 6 - Dispositions relatives aux droits de propriété intellectuelle

6.1 Dispositions générales

L'utilisation des résultats est régie par le CCAG PI. Il est entendu que les résultats au sens du présent CCAP s'entendent des résultats tels que définis par l'article 23.1 du CCAG PI et des prestations qui seraient inachevées, qu'elles aient ou non été payées par le pouvoir adjudicateur, au jour de la résiliation anticipée ou de la défaillance de l'un des membres du groupement lorsque le maître d'œuvre est un groupement de personnes.

Le titulaire du marché s'engage à ne pas faire obstacle à l'utilisation, par le maître de l'ouvrage, de ses prestations inachevées, en ne divulguant pas lesdites prestations au motif de leur inachèvement. Il s'engage à transférer au maître de l'ouvrage tous les travaux et ébauches de travaux réalisés en exécution du marché.

6.2 Régime des droits

L'option retenue concernant l'utilisation des résultats et précisant les droits respectifs du maître de l'ouvrage et du titulaire en la matière est l'option B (cession des droits du titulaire du marché au maître d'ouvrage) telle que définie au chapitre V du CCAG-PI.

En contrepartie de la rémunération versée au titulaire du marché, celui-ci cède au maître d'ouvrage et aux tiers, à titre exclusif, pour le monde entier et pour toute la durée légale des droits d'auteur, les droits de propriété intellectuelle qu'il détient ou qu'il a obtenus de l'auteur sur les prestations accomplies en exécution du marché.

Ces droits comprennent, notamment :

- pour le droit de reproduction : le droit de reproduire, de faire reproduire ou d'autoriser un tiers à reproduire, sans limitation de nombre, tout ou partie des résultats, sur tout support et/ou moyen notamment support papier, optique, magnétique, numérique, informatique ou électronique ; reproduction au sein d'une base de données ou photothèque analogique ou numérique ;
- pour le droit de représentation : le droit de représenter, de faire représenter ou d'autoriser un tiers à représenter les résultats par tout moyen de diffusion, notamment par voie d'exposition, et/ou support électronique, numérique, informatique, télématique, de télécommunications et de communication électronique, par les réseaux notamment internet et/ou intranet et ce, auprès du public en général ou de catégories de public en particulier ;
- pour le droit de distribuer : le droit de distribuer, de faire distribuer ou d'autoriser un tiers à distribuer les résultats, notamment par la mise sur le marché, à titre onéreux ou gratuit, en tout ou partie, par tout procédé et sur tout support et ce, pour tout public et sans limitation
- le droit d'adaptation : le droit d'adapter, de faire adapter ou d'autoriser un tiers à adapter les résultats, notamment en les modifiant par ajout, par suppression, par réorganisation ou retouche des différents éléments constitutifs du résultat, par fusion avec d'autres documents ou résultats issus du marché, par retouche du format des résultats, par traduction dans une autre langue, dans le respect du droit au respect de l'auteur, et ce, en une ou plusieurs fois ;

Toute exploitation à des fins commerciales des résultats, hormis dans les cas par ailleurs prévus par le présent marché, sera soumise à l'accord préalable du titulaire, et devra faire l'objet d'une convention spécifique délimitant l'objet de l'exploitation commerciale, la rémunération subséquente au bénéfice du titulaire.

Par ailleurs, au titre du présent contrat, le maître d'ouvrage dispose du droit de rétrocéder à des tiers de son choix, en tout ou partie, sous quelque forme que ce soit, notamment par une cession, une licence ou tout autre type de contrat, sous toute forme, tout ou partie des droits cédés à titre temporaire ou définitif.

En tant que de besoin et en fonction de l'état de la technique au jour de la signature des présentes la cession porte sur l'utilisation des résultats sur tout format présent et à venir linéaire ou non-linéaire, tout vecteur de communication et support de toute nature, tels que tout moyen électronique, de télécommunication et de communication électronique, intranet, internet, extranet, ADSL, WAP, i-mode, GSM, GPRS, UMTS et sur tout support présent et à venir, notamment papier, électronique, magnétique, disque, réseau, disquette, CD ou DVD.

6.3 Cession du droit de reproduction de l'image des réalisations résultant de l'étude

Le titulaire du marché cède au pouvoir adjudicateur, sans rémunération supplémentaire, le droit de reproduire l'image du ou des réalisations résultants de ses études. Ainsi, il cède ce droit à titre exclusif, pour le monde entier et pour toute la durée légale des droits d'auteur, le droit de :

- pour le droit de reproduction : le droit de reproduire, de faire reproduire ou d'autoriser un tiers à reproduire, notamment par fixation, enregistrement, numérisation, sans limitation de nombre, tout ou partie des images fixes ou animées, sur tout support et/ou moyen notamment support papier, optique, magnétique, numérique, informatique, audiovisuels sous forme de vidéogrammes ; reproduction au sein d'une base de données ou photothèque analogique ou numérique ;
- pour le droit de représentation : le droit de représenter, de faire représenter ou d'autoriser un tiers à représenter les images fixes ou animées par tout moyen, notamment par voie d'exposition, et/ou support papier, électronique, numérique, informatique, télématique, de télécommunications et de communication électronique et ce, auprès du public en général ou de catégories de public en particulier ;
- pour le droit de communication : le droit de communiquer, de faire communiquer ou d'autoriser un tiers à communiquer les images fixes ou animées, notamment la mise à disposition du public ou de catégories de public, par fil ou sans fil, y compris câble, satellite, réseau téléphonique, ondes hertziennes, de manière à ce que chacun puisse y avoir accès de l'endroit et au moment qu'il choisit individuellement ;
- pour le droit de distribution : le droit de distribuer, faire distribuer ou autoriser un tiers à distribuer et particulièrement par la mise sur le marché, à titre onéreux ou gratuit, y compris pour la location ou la vente des images fixes ou animées, en tout ou partie, par tout procédé et sur tout support et ce, pour tout public et sans limitation ;
- pour le droit d'adaptation : le droit d'adapter, de faire adapter ou d'autoriser un tiers à adapter les images fixes ou animées, notamment de modifier, de retoucher le cadrage, la couleur, le format d'image, de mixer, assembler, condenser les images, d'incorporer des éléments textuels et d'en assurer la portabilité sur tout support, et ce, en une ou plusieurs fois ;

En conséquence de la cession des droits consenties, le pouvoir adjudicateur est libre d'exploiter et/ou d'autoriser un tiers à exploiter la reproduction de l'image fixe et/ou animée des réalisations résultants des études fixée sur tout support pour les modes d'exploitation visés ci-après sans que cette liste ne soit exhaustive :

- Dans le domaine de la presse : pour toute insertion de toute nature dans tout magazine, quotidien, revue périodique ou non, revue interne et d'une manière générale toute publication gratuite ou payante en France et dans tous les autres pays, y compris accessibles par les réseaux numériques;
- Dans le domaine de l'édition : pour être intégré dans tout ouvrage, livre, guide, carte postale, fascicule, catalogue, plaquette, dépliant, brochure, prospectus, affiches que ces éléments soient commercialisés ou distribués à titre gratuit ;
- Dans le domaine de l'évènementiel : par l'organisation d'expositions, itinérantes ou non, y compris les expositions dans l'environnement numérique, sur tous supports;
- Dans le domaine de la communication et de la publicité : pour tout type de publicité, de promotion ou de prospection, pour être intégré dans un vidéogramme, dans une

présentation power point ou sous tout autre format, au sein d'un site web ou wap, portail ou intranet ;

- Par la constitution d'une base de données d'images.

La cession ainsi consentie au pouvoir adjudicateur ne prive cependant pas le titulaire d'exercer par lui-même, concurremment, les mêmes droits d'exploitation sur l'image des réalisations résultant de ses études, notamment pour la réalisation d'un livre de photos de ses travaux.

6.4 Cessions des droits de propriété intellectuelle dans le cas d'une sous-traitance

Le titulaire du marché s'engage, en cas de sous-traitance, à obtenir, dans la convention de sous-traitance, la cession ou la concession des droits de propriété intellectuelle sur les résultats réalisés par le sous-traitant, dans des conditions identiques à celles prévues dans le présent marché et lui permettant de rétrocéder ces droits au pouvoir adjudicateur à l'issue du marché.

Dans l'hypothèse où le titulaire du marché est un groupement de personnes, le mandataire du groupement s'engage, en cas de recours à la sous-traitance pour pallier la défaillance d'un membre du groupement dans l'exécution de ses prestations au titre du présent marché, à faire son affaire d'obtenir, dans la convention de sous-traitance, la cession ou la concession des droits de propriété intellectuelle sur les résultats réalisés par le sous-traitant, dans des conditions identiques à celles prévues dans le présent marché et lui permettant de rétrocéder ces droits au pouvoir adjudicateur à l'issue du marché.

Article 7 - Dérogation aux CCAG-PI

Les dérogations au CCAG-PI, explicitées dans les articles ci-après du CCAP sont apportées aux articles suivants :

L'article 1.5 du CCAP déroge aux articles 33 et 34 du CCAG-PI (résiliation).

L'article 1.8 du CCAP déroge à l'article 20 du CCAG-PI (arrêt dans l'exécution des prestations).

Les articles 3.2 et 3.3 du CCAP dérogent à l'article 5 du CCAG-PI (confidentialité).

L'article 4.4 du CCAP déroge à l'article 14 du CCAG-PI (pénalités).

Les articles 4.7 et 4.8 du CCAP dérogent aux articles 26 et 27 du CCAG-PI (vérifications - décisions).